



LE CONSEIL DE L'EUROPE

GARDIEN DES DROITS
DE L'HOMME

APERÇU

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



ÉTATS MEMBRES

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, République de Moldova, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Türkiye, Ukraine.

PAYS OBSERVATEURS

Canada, États-Unis, Japon, Mexique, Saint-Siège.

SIÈGE ET BUREAUX

Le Conseil de l'Europe a son siège à Strasbourg, en France. Il emploie 2 300 personnes et comprend des bureaux extérieurs et des bureaux de liaison avec d'autres organisations internationales. Les Centres européens de la jeunesse de Strasbourg et de Budapest proposent des formations pour les jeunes sur les questions de la démocratie et des droits de l'homme.

BUDGET

Le budget total du Conseil de l'Europe pour 2024 s'élève à 624,6 millions d'euros ; il est essentiellement financé par les États membres.

*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le respect des décisions prises par le Conseil de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.



LE CONSEIL DE L'EUROPE



Alain Berset
Secrétaire Général

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent.

Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

■ La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres. Les individus peuvent porter plainte pour violation des droits de l'homme devant la Cour de Strasbourg dès lors que toutes les voies de recours ont été épuisées dans l'État membre concerné.

■ L'Union européenne s'apprête à signer la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui créera un espace juridique européen commun pour plus de 700 millions de citoyens. ■ ■ ■



DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

■ Le Conseil de l'Europe préconise la liberté d'expression et la liberté des médias, la liberté de réunion, l'égalité et la protection des minorités. Il a lancé des campagnes sur des thèmes tels que la protection des enfants, le discours de haine sur l'internet et les droits des Roms, la minorité la plus importante en Europe.

■ Le Conseil de l'Europe aide les États membres à lutter contre la corruption et le terrorisme, et à mener les réformes judiciaires nécessaires. Son groupe d'experts constitutionnels, connu sous le nom de Commission de Venise, donne des conseils juridiques à des pays du monde entier.

■ Le Conseil de l'Europe promeut les droits de l'homme par le biais de conventions internationales, comme la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et la Convention sur la cybercriminalité. Il suit les avancées des États membres dans ces domaines et fait des recommandations par le biais d'organes de suivi spécialisés et indépendants.

■ Plus aucun État membre du Conseil de l'Europe n'applique la peine de mort. ■ ■ ■



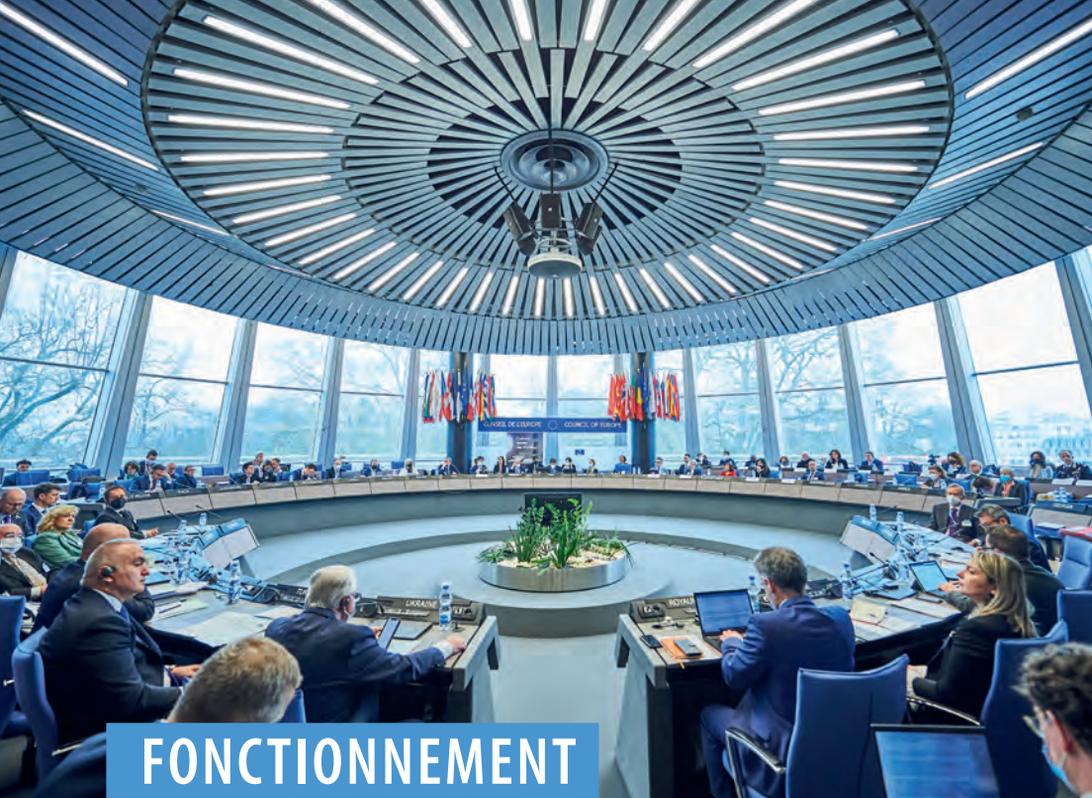
COOPÉRATION MONDIALE

Organes de suivi

- ▶ Groupe d'États contre la corruption (GRECO)
- ▶ Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)
- ▶ Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA)
- ▶ Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)
- ▶ Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL)
- ▶ Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)
- ▶ Comité européen des droits sociaux (CEDS)
- ▶ Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
- ▶ Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

■ Le Conseil de l'Europe travaille en partenariat étroit avec l'Union européenne et coopère avec l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et avec de nombreux pays partenaires voisins et dans le monde entier.

■ Ainsi, la Direction européenne de la qualité du médicament et des soins de santé, qui joue un rôle clé dans la lutte contre la contrefaçon des produits médicaux, a conclu des accords avec le Brésil, la Chine, l'Afrique du Sud et les États-Unis. ■ ■ ■



FONCTIONNEMENT

■ Outre la **Cour européenne des droits de l'homme**, le Conseil de l'Europe comprend plusieurs institutions.

- ▶ La **Secrétaire Générale** dirige et représente le Conseil de l'Europe.
- ▶ Le **Comité des Ministres**, composé des ministres des Affaires étrangères des États membres et de leurs représentants, est le principal organe de décision.
- ▶ L'**Assemblée parlementaire** réunit 612 parlementaires des 46 États membres ; elle élit le Secrétaire Général, le Commissaire aux droits de l'homme et les juges à la Cour européenne des droits de l'homme ; elle offre un forum démocratique de débats et observe les élections ; ses commissions jouent un rôle important dans l'examen des questions d'actualité.
- ▶ Le **Commissaire aux droits de l'homme** se penche et attire l'attention sur les violations des droits de l'homme en toute indépendance.
- ▶ Le **Congrès des pouvoirs locaux et régionaux** est chargé de renforcer la démocratie locale et régionale. Il comprend 612 élus représentant plus de 150 000 collectivités territoriales.
- ▶ La **Conférence des organisations internationales non gouvernementales** représente la société civile et encourage la démocratie participative.



FRA

Avenue de l'Europe • 67075 Strasbourg • FRANCE

N'hésitez pas à consulter notre site internet à l'adresse
www.coe.int



Éditions du Conseil de l'Europe
book.coe.int

Documentation et ressources en ligne
edoc.coe.int

